

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1978		
28 mars	Décret n° 78-34 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1978.	218
28 mars	Décret n° 78-35 interdisant provisoirement l'importation par voie terrestre, de voitures, automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres.	219
4 avril	Décret n° 78-36 portant nomination du directeur de cabinet du ministère de l'Information.	219
5 avril	Décret n° 78-37 portant exclusion d'un membre de l'ordre du Mono.	220

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978		
3 avril	Décision n° 425-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au nom de la J.R.P.T.	220
4 avril	Arrêté interministériel n° 1-MFE-MCT fixant les taux de redevances d'atterrissage et l'usage des dispositifs d'éclairage sur l'aéroport de Lomé.	220

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE 1978

22 mars	Arrêté n° 301-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	221
	Arrêtés et décision portant admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, intégrations, détachements, radiation, suspension de fonctions, incarcération, licenciements, révocations, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique.	221

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1978		
7 avril	Décision n° 45-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à la société Wagner-Biro à Vienne (Autriche).	229
7 avril	Décision n° 46-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre national d'essais et de recherches des travaux publics à Cotonou, (République Populaire du Bénin).	229
7 avril	Décision n° 47-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de Humphreys and Glasgow Ltd à Londres.	229
7 avril	Arrêté n° 8-MPDIRA-CAB portant nomination d'un chargé de mission.	230

	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL	
	Décision portant nomination.	230

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1978		
4 avril	Arrêté n° 47-INT-SG-APA-AA portant interdiction de séjour aux nommés Noutékpo Allhonou Egah, Koudjodji Komi (Robert), Koumale Amouzou, Tchoklome Sodja, Soglahoun Matégna, Hessou Dagbédjé.	230
	Arrêté portant nomination d'un agent d'état-civil.	230

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978

16 mars — Arrêté n° 61-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amegah Mensah (Isaac).	231
16 mars — Arrêté n° 62-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ahlin Agossou (Noël).	231
16 mars — Arrêté n° 63-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpetemey Adjéwodah.	231
16 mars — Arrêté n° 64-MFE-CR accordant une rente d'invalidité à M. Mensah Koffi Podogan.	231
16 mars — Arrêté n° 65-MFE-CR accordant une rente d'invalidité à M. Disseh Dodji Koussougbor.	232
16 mars — Arrêté n° 67-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Noussoukpoe S. Mensan (Mathieu).	232
16 mars — Arrêté n° 69-MFE-CR accordant une rente viagère d'invalidité à M. Lawson Hélu (Tobias).	232
16 mars — Arrêté n° 71-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Degue Kadévi (Vitus).	232
16 mars — Arrêté n° 73-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Iko Kossi (Michel).	232
16 mars — Arrêté n° 74-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nyakou Kodjo (François).	233
16 mars — Arrêté n° 75-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gbodu Koku Edila.	233
16 mars — Arrêté n° 76-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gbandang Songai.	233
16 mars — Arrêté n° 79-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akakpo Kossi-Ko.	234
16 mars — Arrêté n° 81-MFE-CR portant octroi d'une rente d'invalidité temporaire à M. Nouwodjro Kangni Lanwadan.	234
16 mars — Arrêté n° 83-MFE-CR portant révision de la pension de retraite de M. Bedou Bitesson Aroni (Benoît).	234
16 mars — Arrêté n° 84-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbegnigan Adjé (Jean).	234
16 mars — Arrêté n° 86-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Palanga Tchédre (Basile).	235
16 mars — Arrêté n° 89-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Guedou Kodjo (Ernest).	235
16 mars — Arrêté n° 90-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Djimongou Sambiani (Raphaël).	235
16 mars — Arrêté n° 91-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpante Tignokpa.	235
16 mars — Arrêté n° 92-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yona Agla (Benoît).	236
16 mars — Arrêté n° 93-MFE-CR portant octroi d'une rente viagère d'invalidité à M. Agbekponou Kodjo.	236
16 mars — Arrêté n° 94-MFE-CR accordant une rente viagère d'invalidité à M. Toulou Foly Têko Totékpomawu.	236
16 mars — Arrêté n° 95-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Edoh Woamékper Yawo (Georges).	236
Arrêté n° 150-MFE-CR du 28 avril 1972 portant concession de pensions de veuve et d'orphelin (rectificatif).	236
Arrêté n° 22-MFE-CR du 19 janvier 1978 portant concession de pensions de veuve et d'orphelin (rectificatif).	237
Arrêté n° 182-MFE-CR du 22 mai 1975 portant concession de pensions de veuve et d'orphelin (rectificatif).	237
Arrêtés portant agrément de commissionnaires en douanes et approbation de rôles.	237

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Construction de la 2e tranche d'une cité d'habitation pour le personnel de l'usine de clinker de la CIMAO à Tabligbo).	240
Conservation de la propriété foncière (Avis de demandes d'immatriculation).	242
Avis de perte de titres fonciers.	245

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 78-34 du 28 mars 1978 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1978.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1978 est fixée au 3 avril 1978.

Les prix d'achat au producteur du kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

Kapok blanc = 36 francs le kilogramme
Kapok gris = 31 francs le kilogramme.

Art. 2 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont les suivantes :

Kapok blanc = 44.811 francs CFA la tonne
Kapok gris = 39.648 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dapaong = 1.000 francs la tonne
Région de Mango = 500 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 28 mars 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK
BAREME KAPOK BLANC — RECOLTE 1978

FRANCS CFA LA TONNE

Prix d'achat au producteur	36.000
1 Commission, manutention loyer, magasin, acheteur produit	1.540

2 Transport lieu d'achat à l'usine	3.000
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	800
	<hr/>
	5.340

Valeur nu-usine kapok brut 41.340

4 Usure et réparation amortissement sacherie	800
5 Financement 9% 3 mois sur (41.340 + 800 + 650)	963
6 Frais généraux acheteur agréé	650
7 Déchets 1% valeur nu-usine	413
8 Commission acheteur agréé	645
	<hr/>
	3.471

Valeur de session à l'OPAT au stade usine 44.811

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK BAREME KAPOK GRIS — RECOLTE 1978

FRANCS CFA LA TONNE

Prix d'achat au producteur 31.000

1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.540
2 Transport lieu d'achat à l'usine	3.000
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	800
	<hr/>
	5.340

Valeur nu-usine kapok brut 36.340

4 Usure et réparation amortissement sacherie	800
5 Financement 9% 3 mois sur (36.340 + 800 + 650)	850
6 Frais généraux acheteur agréé	650
7 Déchets 1% valeur nu-usine	363
8 Commission acheteur agréé	645
	<hr/>
	3.308

Valeur de session à l'OPAT stade usine 39.648

BAREME DES FRAIS KAPOK FIBRE 1978

1 Egrenage — Emballage	24.725
2 Transport usine à gare et chargement	3.345
3 Transport chemin de fer (y compris voie locale)	3.514
	<hr/>
	31.584

Total des frais à facturer à l'OPAT

Par tonne du kapok fibre 31.584

BAREME GRAINES DE KAPOK 1978

1 Mise en sac usine	429
2 Chargement camion et wagon	541
3 Transport Sokodé-Blitta	1.500

4 Chemin de fer (y compris voie locale)	2.100
5 Emballage 15,38 x 65	1.000
6 Frais généraux	1.301
	<hr/>
	6.871

Total des frais à facturer à l'OPAT

Par tonne de graines 6.871

DECRET N° 78-35 du 28 mars 1978 interdisant provisoirement par voie terrestre, de voitures, automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes,

DECRETE :

Article premier — Est interdite jusqu'à nouvel ordre, toute importation par voie terrestre, de voitures, automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres du chapitre 87 tels que :

- Tracteurs (position tarifaire 87-01)
- Voitures automobiles à tous moteurs (position tarifaire 87-02)
- Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaire (position tarifaire 87-09)
- Autres véhicules non automobiles et remorques (position tarifaire 87-14).

Art. 2 — Le transit à travers le territoire togolais, des marchandises visées à l'article 1 est et demeure autorisé.

Art. 3 — Les infractions aux dispositions du présent décret sont passibles des sanctions douanières prévues en matière d'importation en contrebande.

Art. 4. — Le chef d'état-major, le directeur des douanes, le directeur de la sûreté nationale et le directeur du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera rendu immédiatement exécutoire par voie d'affichage dans les bureaux et postes de douane, les bureaux des circonscriptions administratives, les commissariats et postes de police, publié au Journal Officiel de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse et de radio.

Lomé, le 28 mars 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-36 du 4 avril 1978 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu le décret n° 75-51 du 26 mars 1975 portant attribution du ministère de l'information, des postes et télécommunications, création d'un secrétariat général et organisation des services du ministère ;
Sur proposition du ministre de l'information,

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 75-153 du 4 août 1975 portant nomination d'un directeur de cabinet au ministère de l'information.

Art. 2 — M. Pihan Boroze, actuellement chef du service de scolarité à l'université du Bénin, est nommé directeur de cabinet du ministre de l'Information, en remplacement de M. Nimon-Toki Tcha Egulu Kpatcha, appelé à d'autres fonctions.

Art. 3 — Le ministre de l'information est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Lomé, le 4 avril 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-37 du 5 avril 1978 portant exclusion d'un membre de l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 30 du 16 novembre 1970 complétant l'article 22 de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

Vu le décret n° 64-13 du 28 janvier 1964 portant nominations dans l'Ordre du Mono,

D E C R E T E :

Article premier — Est exclu de l'Ordre du Mono, pour haute trahison, le chef de bataillon en retraite Toi Bodjollé reçu à la dignité de grand-officier de l'Ordre en vertu du décret n° 64-13 du 28 janvier 1964 susvisé.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel de la République*.

Lomé, le 5 avril 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE**

ARRETE interministériel n° 1/MFE/MCT du 4 avril 1978 fixant les taux de redevances d'atterrissage et d'usage des dispositifs d'éclairage sur l'aéroport de Lomé.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,
LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu les articles 4 et 11 du décret n° 61-54 du 30 juin 1961 portant création de redevances d'atterrissage, d'usage des dispositifs d'éclairage et des prolongations d'ouverture sur l'aéroport de Lomé, modifié par le décret n° 67-177 du 1er septembre 1967 ;

Sur proposition du ministre du commerce et des transports,

A R R E T E N T :

Article premier — Les taux de la redevance d'atterrissage prévus à l'article 4 du décret 61-54 du 30 juin 1961 sont fixés comme suit :

1 — Pour les aéronefs effectuant un trafic international:

- 512 fcs cfa par tonne pour les vingt cinq premières tonnes,
- 1.023 fcs cfa par tonne de la vingt sixième à la soixante quinzième tonne.
- 1.447 fcs cfa par tonne de la soixante seizième à la cent cinquantième tonne.
- 1.359 fcs cfa par tonne au-dessus de la cent cinquantième tonne.

2 — Pour les aéronefs effectuant un trafic national :

- 110 fcs cfa par tonne pour les quatorze premières tonnes avec minimum de perception de 275 francs.
- 407 fcs cfa par tonne de la quinzième à la vingt cinquième tonne.
- 814 fcs cfa par tonne de la vingt sixième à la soixante quinzième tonne.
- 1.023 fcs cfa par tonne de la soixante seizième à la cent cinquantième tonne.
- 963 fcs cfa par tonne au-dessus de la cent cinquantième tonne.

3 — Pour les aéronefs de tourisme d'un poids inférieur ou égal à 2 tonnes :

- 275 fcs cfa.

Art. 2 — Le taux de la redevance d'usage des dispositifs d'éclairage prévu à l'article 11 du décret n° 61-54 du 30 juin 1961 est fixé uniformément à 6.720 fcs cfa par atterrissage ou décollage.

Art. 3 — Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté interministériel n° 1/MFE/MTP du 25 février 1975.

Art. 4 — Les taux fixés aux articles 1 et 2 entreront en vigueur le 1er avril 1978.

Art. 5 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République*.

Lomé, le 4 avril 1978

Le ministre du commerce et des transports,
Z. Ayéva
Le ministre des finances et de l'économie,
Y. Grunitzky

Autorisation de paiement

Décision n° 425-MFE-FO du 3-4-78 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions (8.000.000) de francs, représentant la contribution de l'Etat au secrétariat de la jeunesse du Rassemblement du Peuple Togolais pour la gestion 1978.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre et virée dans le compte n° 050115-U.T.B. — Lomé au nom de la J.R.P.T.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 2, paragraphe 6 du budget général, gestion 1978.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotion

Arrêté n° 301/MTFP du 22-3-78 — Sont promus au titre des années 1976 et 1977 et à compter des dates ci-après indiquées les fonctionnaires du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dont les noms suivent :

AGRICULTURE

Cadre des ingénieurs-adjoints (catégorie B)

Au grade d'ingénieur-adjoint hors classe

1-1-77 — Mensah (Paul), ingénieur-adjoint de 1re classe 3è échelon

Au grade d'ingénieur-adjoint de 2è classe 1er échelon

28-6-77 — Issifou Amoussa, ingénieur-adjoint de 3è classe 4è échelon

Cadre des adjoints techniques (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique de 1re classe 1er échelon

14-3-77 — Assi (Paul), adjoint technique de 1re classe 3è échelon

ELEVAGE

Cadre des ingénieurs-adjoints (catégorie B)

Au grade d'ingénieur-adjoint de 1re classe 1er échelon

1-1-76 — Alia (Aurélien), ingénieur-adjoint de 2è classe 3è échelon

Cadre des adjoints techniques (catégorie C)

Au grade d'adjoint technique de 1re classe 1er échelon

1-1-76 — Tanoga Niamgoulam, adjoint technique de 2è classe 4è échelon (anc. épuisée)

EAUX — FORETS

Cadre des préposés (catégorie D)

Au grade de préposé de 1re classe 1er échelon

23-1-77 — Sabi A. Molawè, préposé de 2è classe 4è échelon (anc. épuisée).

Admissions

Arrêté n° 294/MTFP du 21-3-78 — M. Kpognon Mensah, titulaire de la licence d'enseignement (section géographie) de l'école des lettres de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du

ministre du commerce et des transports (chapitre 18, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 296/MTFP du 21-3-78 — Mlle Tengue Dzidzo Akofa, titulaire du general certificate of education (advanced level), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2è classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 297-MTFP du 21-3-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 784/MJFPT du 18 août 1977 portant nomination.

M. Agbo Kossivi Kotokou, titulaire du diplôme de docteur en médecine de l'université du Bénin, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2è échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an (1 an), lui est accordée pour les cours de parasitologie médicale qu'il a suivis à l'école d'hygiène et de médecine tropicale de Londres.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 298-MTFP du 21-3-78 — M. Gbenyon Akoété Djidodo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.) et du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2è classe 2è échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 46, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 299-MTFP du 21-3-78 — Milles Atsu Abra Vayiye et Tsede Nagbo Yawa Elikplime, titulaires du diplôme d'infirmière d'Etat et de celui de sage-femme d'Etat de l'école nationale d'infirmières et de sages-femmes d'Etat de Korle-Bu (Ghana), sont admises dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sages-femmes de 2è classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et mises à la disposition du ministre de la santé publique, des

affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Des bonifications d'ancienneté de deux ans trois mois (2a 3m) et de deux ans onze mois (2a 11m) sont accordées à Mlles Atsu et Tsede pour les services antérieurs accomplis au centre hospitalier universitaire d'Accra (Ghana) du 15 août 1974 au 30 décembre 1977 et du 14 août 1973 au 30 décembre 1977 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les intéressées sont élevées à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Atsu Abra Vayiye, sage-femme de 2^e classe 2^e échelon AC 3 mois

Tsede Nagbo Yawa Elikplime, sage-femme de 2^e classe 2^e échelon AC 11 mois.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 300-MTFP du 21-3-78 — M. Djiekpor Edem Kablé, titulaire du diplôme d'ingénieur agronome de l'école nationale supérieure agronomique d'Abidjan (Côte-d'Ivoire), du diplôme d'agronomie approfondie et de celui de l'école nationale supérieure d'horticulture (option protection des plantes) de Versailles (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 8, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 302-MTFP du 22-3-78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Gaba Ata Ayité Situ
Eglé Komlan Agbenyo
Batome Atiyodi Azah Tamoudou
Gbogbotsi Kossi Amédzi
Aleheri Nuhmanou
Akou Dovi Lawoe Adjo
Adewusi Adéjaré
Kakou Bidè-Eya
Gbeasor Ayélé Mawutodzi, née Adade
Malame Panissinam
Blame Abra Apefa, née Buagbe

(attestation de succès aux examens de 1^{re}, 2^e et 3^e année du cycle normal de psychopédagogie).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 309-MTFP du 28/3/78 — M. Mensah Adjé, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) spécialité moteur câbleur en électronique, du diplôme de formation technique et du certificat de formation auprès de la société des télécommunications «Plessey», est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent des installations électro-mécaniques (IEM) de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'équipement, de l'habitat des postes et télécommunications (chapitre 26, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 310-MTFP du 28/3/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'étude du premier cycle du deuxième degré (B.E.P.C.) ou du probatoire, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Koassi Attisso
Akué-Kenyo Adoté
Badam Kossi Agbeko
Gbogblovo Ama Agbenoxévi
Chebori Ma-Fangha
Akueson Akouété Kenyo.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 311-MTFP du 28/3/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré, du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet d'études professionnelles (BEP-SDC) sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires d'administration générale en qualité d'adjoints-administratifs de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 46, article 16 du budget général) :

Adjogan Kodjo Mvé
Kuwonu Akuavi Akpéné
Wilson Sewoavigan Afanvi Agnoko.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 312-MTFP du 29-3-78 — M. Messan Ekoué, diplômé de l'institut de médecine de l'université de Dusseldorf (Allemagne Fédérale), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des

affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 313-MTFP du 28/3/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 741/MJ/FP/T du 1er août 1977 portant nomination en ce qui concerne M. AKOUETE A. Dovi.

M. Akouete A. Dovi, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (C A P), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 10 mois et 26 jours est accordée à M. AKOUETE pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement privé évangélique du 1^{er} janvier 1975 au 11 novembre 1977 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 ; l'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 12 janvier 1978 (A.C. néant).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 314-MTFP du 28/3/78 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 26 août 1977), sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Laoutoki Kaba Kemna
Koussawo Ecoué-Toukui Djimouhin
Kpankpana Manabalé M'Dakéna
Akakpo Koffi Atidéou
Malam Moussa Bounou-Yakinou
Adoukpo Atsu Woe Nye-Mawua
Amedor Kodjo
Ahiadjo Koffi
Amedegnato Djiwanou Ezou
Binaou Tchapo
Wozufia Komi Mensa
Kantcho Yendoukoa
Kpamayi Ouro-Bodi Sèzinimini
Gnakpao Agnan Kpéda Méguiza
Koza Kossi Kpatcha.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 322-MTFP du 29-3-78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps

des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Dassari Traoré Abdel-Rahamani
Kwadjo Tata Kwasi
Amouzou Miheayé Kossi.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêt n° 331-MTFP du 4-4-78 — Mme Tangaou Essodina, née Tchamdja, titulaire du diplôme de l'institut international d'administration publique (I.I.A.P.) de Paris et du diplôme d'Etat d'assistante de service social de Paris, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur-civil 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et affectée à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale (chapitre 16, article 10, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 332-MTFP du 4-4-78 — Mme Baeta (Colette), née Pellitero, titulaire du diplôme d'Etat de docteur en médecine de la faculté de médecine de Créteil, de l'université de Paris-Vall-de-Marne, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 333-MTFP du 4-4-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 959/MJFPT du 10 octobre 1977 portant nomination.

M. Ollé Edoh, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) pour compter du 10 novembre 1977 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 2 mois et 8 jours est accordée à M. Ollé pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint accomplis dans l'enseignement catholique du 1^{er} janvier 1973 au 14 octobre 1977 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

10.11.77 — instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 3 ans 2 mois 8 jours de bonification

10.11.77 — instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon A.C. 1 an 2 mois 8 jours.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Titularisations

Arrêté n° 279-MTFP du 17/3/78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel de la statistique générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des ingénieurs statisticiens économistes (cat. A1)

19.7.77 — Figah Ayaovi, Ing. statisticien-économiste de 2^e classe 2^e échelon

Cadre des opérateurs-mécanographes (cat. B)

20.10.76 — Lawson Assaba, née Kuakuvi, opératrice mécanographe de 2^e cl. 1^{er} éch.

Cadre des agents techniques (cat. C)

16.7.76 — Sadzo Wuga Kossi (Ernest), agent technique de 2^e cl. 2^e échelon

5.7.77 — Togbénou Ayao Gakpo Futukpa, agent techn. de 2^e cl. 2^e échelon

5.7.77 — Lawson Boudja-Tévi Akuété, agent techn. de 2^e cl. 2^e échelon

6.7.77 — Klimtetou Essossinamh Samaloky, agent techn. de 2^e cl. 2^e échelon

Cadre des agents spécialisés (cat. D)

2.3.77 — Etorh Akpénou Gbénadé, agent sp. de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 280-MTFP du 17/3/78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel des postes et télécommunications, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des inspecteurs (catégorie A1)

31.5.77 — Quashie Kouassivi, inspecteur 1^{er} échelon

Cadre des inspecteurs (cat. A2)

26.7.77 — Badabo Magrewa Avéilé Pahou, inspecteur 1^{er} échelon

2.8.77 — Etsè Yawoutsè Naté-Obuè, inspecteur 1^{er} échelon

Cadre des contrôleurs (cat. B)

21.6.77 — Dakou Kodjo, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon

25.7.77 — Lawson-Tyakli Laté-Ezo, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon

26.7.77 — Hounnaké Odadjé, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon

26.7.77 — Komlan-Nutsudza Mensah Koffi, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon

26.7.77 — Nossoukpoe Kossi Mensa, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 281-MTFP du 17/3/78 — M. de Souza Akpinidran Kuakuvi, ingénieur-géologue de 3^e classe 2^e échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des mines et de la géologie, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 23 octobre 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 282-MTFP du 17/3/78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des secrétaires d'administration (cat. B)

25.7.77 — Amaganvi Ama Kangni, secrét. d'adion de 2^e classe 1^{er} échelon

27.10.77 — Haden Ablavi (Esther), née Alagbé, secrét. d'adion. de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des adjoints administratifs (cat. C)

1.4.76 — Klouvi Folly (Anatole), adjoint adtif. de 2^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 283-MTFP du 17/3/78 — M. Agbogbo Kokou, inspecteur central de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires du trésor, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 12 avril 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 284-MTFP du 17/3/78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel judiciaire, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des greffiers (cat. B)

4.6.77 — Hovi Komi Wotiawo, greffier de 2^e classe 1^{er} échelon

23.9.77 — Dzoka Kokou Klutsé (Victor), greffier de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des commis des greffes et parquets (cat. D)

1.2.76 — Adougbo (Célestin), commis des greffes et parq. de 2^e cl. 1^{er} éch.

1.2.76 — Santa Kouassi, commis des greffes et parq. de 2^e cl. 1^{er} éch.

Arrêté n° 334-MTFP du 4/4/78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Sonhaye Antchoko, l'arrêté n° 24/MJFPT du 9 janvier 1978 portant titularisation.

M. Sonhaye Antchoko, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est titularisé dans son emploi pour compter du 10 novembre 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

M. Sonhaye est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 10 novembre 1977 (A.C. Néant).

Intégrations

Arrêté n° 295-MTFP du 21/3/78 — M. Aladji Weka Yao (Victor), rédacteur en chef de 2^e classe 4^e échelon (indice 1400) du corps des fonctionnaires de la radio-diffusion, titulaire du diplôme de docteur de spécialité (3^e cycle) en sciences de l'information de l'université de droit, de l'économie et de sciences sociales de Paris, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et reste mis à la disposition du ministre de l'information pour compter du 6 janvier 1978 — A.C. 8 mois 20 jours (chapitre 26, article 2 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature au point de vue de la solde.

Arrêté n° 308-MTFP du 28-3-78 — M. Segbena Yawo (Adolphe), inspecteur principal 1^{er} échelon (indice 1800) du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur principal 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1900) et conserve son affectation actuelle (budget autonome de la caisse d'épargne).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 337-MTFP du 4-4-78 — M. Ayika Messan (Samuel), agent technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme d'admission à l'examen d'Etat de technicien spécialiste en orthopédie de l'institut fédéral de formation spécialisée en technique de l'orthopédie de Francfort-sur-le-Main (R.F.A.) est, en attendant la publication du nouveau statut particulier du personnel médical et technique de la santé publique, rayé de son corps d'origine et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2-indice 1200) pour compter du 7 mars 1977 (A.C. 1 mois et 12 jours).

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 8, paragraphe 11 du budget général).

Arrêté n° 338-MTFP du 4/4/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 641/MJFPT du 16 septembre 1975 portant nomination.

Mme Sangbana, née Tabe Alimatou, sage-femme diplômée d'Etat de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de la santé, rayée des effectifs de la fonction publique de la République Populaire du Bénin, qui compte 3 ans 8 mois 13 jours de services dans son cadre d'origine le 1^{er} juillet 1977, est intégrée dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique au grade de sage-femme de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B-indice 850) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général) A.C. 1a 8m 13j.

Mme Sangbana est élevée au 3^e échelon de son grade pour compter du 18 octobre 1977.

Arrêté n° 339-MTFP du 4/4/78 — Les contrôleurs techniques du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion ci-après désignés, titulaires du diplôme d'ingénieur de radioélectricité de l'institut national de l'audio-visuel de Bry-sur-Marne (France), sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieurs (catégorie A2) et conservent leur affectation actuelle (chapitre 26, article 7 du budget général) :

Noms et Prénoms	Ancienne situation (catégorie B)	Nouvelle situation (catégorie A2)	Date d'effet
Akoussan Kossi (Michel)	contrôleur technique principal 2 ^e échelon (indice 1550)	ingénieur principal des travaux 2 ^e échelon (indice 1600) A.C. 7m 2j	29 avril 1977
Gnrofon Kossi (Crespin)	contrôleur technique de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 1150)	ingénieur des travaux 2 ^e échelon (indice 1200) A.C. 9m 16j	6 mai 1977

Arrêté n° 340/MTFP du 4/4/78 — M. FOLLY Abalo Messan, instituteur de 1ère classe 1er échelon (indice 1150) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin, est rayé du cadre des instituteurs et intégré dans celui des professeurs au grade de professeur de 3è classe 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) et conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 341/MTFP du 4/4/78 — M. VOVOR Kofi (Benjamin), agent technique de 2è classe 3è échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à l'institut d'ophtalmologie tropicale de l'Afrique Occidentale de Bamako (Mali), est rayé de ce corps et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2è classe 1er échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 30 novembre 1974 (A.C. néant) et conserve son affectation actuelle (budget autonome du C.H.U.).

M. VOVOR est élevé au 2è échelon de son grade pour compter du 30 novembre 1976.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Détachements

Arrêté n° 286/MTFP du 17/3/78 — M. MAMAH Yaya, agent technique de 2è classe 4è échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au dispensaire d'Amoutivé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société nationale de sidérurgie.

Durant la période du détachement les émoluments de M. MAMAH ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge de la S.N.S.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 6 mars 1978.

Arrêté n° 318/MTFP du 29/3/78 — M. AMEKOU-DI Comlan Ahoansé et Mlle. NYUIADZI Aféfa, rédacteurs en chef de 2è classe 2è échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, en service à Lomé, sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de l'Etablissement National des Editions du Togo (EDITOGO).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. AMEKOU-DI et Mlle. NYUIADZI ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'EDITOGO.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er février 1978.

Arrêté n° 323/MTFP du 4/4/78 — M. SEKETELI Azodoga, ingénieur de 2è classe 2è échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à Lomé, placé dans la position de détachement auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Ouagadougou (République de Haute-Volta), est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de deux ans à compter du 2 mai 1978.

Arrêté n° 324-MTFP du 4-4-78 — Il est mis fin au détachement auprès du Projet FAO/PNUD de M. TE-DIHOU Abalsem (Norbert), ingénieur d'agriculture de 1re classe 1er échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er avril 1978.

Arrêté n° 327/MTFP du 4/4/78 — M. FADJARA Nawanou Baba, inspecteur de 1ère classe 2è échelon du corps des fonctionnaires des douanes, en service au cabinet du ministre des finances et de l'économie, est placé dans la position de détachement pour cinq ans auprès de la direction générale d'Air-Afrique à Abidjan (République de Côte-d'Ivoire).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. FADJARA seront à la charge de la compagnie Air-Afrique.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er mars 1978.

Radiation

Arrêté n° 322/MTFP du 4/4/78 — M. FARDA Manglibé, préposé de 2è classe 1er échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3è classe 1er échelon stagiaires, est rayé des effectifs du personnel des postes et télécommunications pour compter du 2 novembre 1977.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 288/MTFP du 20/3/78 — Sont et demeurent rapportées les décisions n°s 2181/MJFPT et 2182/MJFPT du 30 août 1977 constatant l'incarcération de MM. KARBA Bahamesso Bozodédé (Daniel), ABALEKPOR Yawo (Sébastien) et AGOSSOU Cadja (Sylvain).

Les fonctionnaires des douanes ci-après désignés :

— KARBA Bahamesso Bozodédé (Daniel), agent de constatation de 2^e classe 2^e échelon.

— AGOSSOU Cadja (Sylvain), brigadier-chef CE

— ABALEKPOR Yawo (Sébastien), brigadier-chef 1^{er} échelon, en service à Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, sont suspendus de leurs fonctions pour manquements graves à leurs obligations professionnelles.

Durant la période de la suspension les intéressés n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement augmentée des allocations familiales conformément aux dispositions du 2^e alinéa de l'article 45 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 9 novembre 1977.

Arrêté n° 342/MTFP du 4/4/78 — M. SEWA Komlan Biova (Ignace), instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école officielle de Téloudè, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour actes incompatibles avec la dignité d'éducateur.

Durant la période de la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement augmentée des allocations à caractère familial conformément aux dispositions de l'article 45-2 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} avril 1978.

Incarcération

Décision n° 716/MTFP du 29/3/78 — Est constatée pour compter du 6 mars 1978, l'incarcération de MM. AYIH Ayikoé Déla Edem (Emmanuel, agent de constatation principal 2^e échelon et Comedja Codjo (Gabriel), agent de constatation de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes en service à Lomé.

Durant la période de l'incarcération, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Licenciements

Arrêté n° 315/MTFP du 29/3/78 — M. GNANDI Napo, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Malfacassa, est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 12 septembre 1977.

Arrêté n° 319/MTFP du 29/3/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 148/MTFP du 8 février 1978 portant licenciement de M. ADOR Comlan, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

Arrêté n° 326/MTFP du 4/4/78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du corps du personnel de l'enseignement, sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste à compter des dates suivantes :

— AGBODJAN Ayaba, née DOSSAVI, institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au collège d'enseignement général de Tokoin-Ouest (2 janvier 1978).

— LOSSOU Kété, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon, en service à Aného (3 janvier 1978).

Révocations

Arrêté n° 287-MTFP du 17/3/78 — M. Issaka Taïrou Azmaro, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, en service à la télévision, est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pension, pour abandon de poste, en application des dispositions de l'article 105-3^e de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 mai 1977.

Arrêté n° 316-MTFP du 29/3/78 — M. Yabouri Konstadja, vétérinaire-inspecteur 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la circonscription d'élevage de Bassar, est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pension, pour abandon de poste, en application des dispositions de l'article 105-3^e de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 14 février 1977.

Retraite

Arrêté n° 285-MTFP du 17-3-78 — Mme Mikem Kokoé (Marie-Louise), attaché d'administration principal 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au centre hospitalier universitaire de Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1978, en application des dispositions de l'article 6 (nouveau) de l'ordonnance n° 68-12 du 1^{er} avril 1968.

Arrêté n° 289-MTFP du 20/3/78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Agossou Cadja (Sylvain), brigadier-chef de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires des douanes, l'arrêté n° 734-MJFPT du 26 juillet 1977 portant admission à la retraite.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 4-4-78 à l'arrêté n° 1094/MJFPT du 15 novembre 1977 portant nomination.

Au lieu de :

M. Danklu Adantor, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité circulation aérienne) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Lire :

M. Danklu Adantor, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité circulation aérienne) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger) est, en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 4-4-78 à l'arrêté n° 1096/MJFPT du 15 novembre 1977 portant nomination.

Au lieu de :

M. Evon Kodjokouma, titulaire du diplôme de technicien supérieur de la navigation aérienne de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Lire :

M. Evon Kodjokouma, titulaire du diplôme de technicien supérieur de la navigation aérienne de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger) est, en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs

de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 4-4-78 à l'arrêté n° 1097/MJFPT du 15 novembre 1977 portant nomination.

Au lieu de :

M. Fiaboe Kossi (Daniel), titulaire du diplôme de technicien supérieur de la navigation aérienne de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Lire :

M. Fiaboe Kossi (Daniel), titulaire du diplôme de technicien supérieur de la navigation aérienne de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger) est, en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 4-4-78 à l'arrêté n° 1098/MJFPT du 15 novembre 1977 portant nomination.

Au lieu de :

M. Gona Koffi, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité circulation aérienne) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Lire :

M. Gona Koffi, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité circulation aérienne) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger) est, en attendant la parution

tion du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieur des travaux de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 4-4-78 à l'arrêté n° 1239/MJFPT du 19 décembre 1977 portant nomination.

Au lieu de :

M. Tchandana Tchékpi Kpatcha qui a subi avec succès le stage de technicien (option instruments) à l'institut hydrométéorologique de formation et de recherches d'Oran (Algérie), est nommé dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur des travaux de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 18, article 6 du budget général).

Lire

M. Tchandana Tchékpi Kpatcha, qui a subi avec succès le stage de technicien (option instruments) à l'institut hydrométéorologique de formation et de recherches d'Oran (Algérie) est, en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, nommé dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieur des travaux de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Asecna).

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 4-4-78 à l'arrêté n° 4/MJFPT du 3 janvier 1978 portant nomination.

Au lieu de :

M. Agbokou Kodjo Adjignon Degbé N'ké, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité circulation aérienne) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'Asecna).

Lire :

M. Agbokou Kodjo Adjignon Degbé N'ké, titulaire du diplôme de technicien supérieur de la navigation aérienne de l'école africaine de la météorologie et de l'a-

viation civile de Niamey (République du Niger) est, en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieur des travaux de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'Asecna).

Le reste sans changement.

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de paiement

Décision n° 45-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7-4-78 — Est autorisé le paiement en faveur de la société Wagner-Biro, 1051 Vienne, Margaretenstrasse 70, Autriche, à son compte n° 60.322 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) à Lomé, de la somme de huit millions cinq cent mille (8.500.000) francs cfa en application des clauses de l'article 4, paragraphe 2 de la convention du 31 octobre 1977, (10% de la partie non financée du génie civil au début de 2e mois après la date d'entrée en vigueur de la convention).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 26/78 du 9-3-78).

Décision n° 46-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7-4-78 — Est autorisé le paiement au profit du centre national d'essais et de recherches des travaux publics, BP n° 1270 Cotonou, République Populaire du Bénin, à son compte n° 001.333.86 ouvert à la B.C.B. agence centrale, de la somme de deux millions quatre cent cinquante sept mille (2.457.000) francs cfa en règlement de ses notes d'honoraires et de frais n°s 97/77/05, 130/77/07, 147/77/08 des 31 mai, 30 juillet et 31 août 1977, émises pour rémunération d'une étude succincte des terrains de fondations de la sucrerie d'Anié.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1974, IV-4-2-1-F (N) (ordonnance n° 22 du 16 juin 1975) cf n° 2/77 du 12-1-77.

Décision n° 47-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7-4-78 — Est autorisé le paiement en faveur de Humphreys and Glasgow Ltd, 2 Carlisle Place London SW1, à son compte n° 60.283 ouvert à l'Union togolaise de banque (UTB) Lomé, de la somme de un million huit cent quatre vingt dix huit mille six (1.898.006) francs cfa en règlement de sa facture n° 223 émise en application des clauses du contrat susvisé.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 25/78 du 9-3-78).

Nomination

Arrêté n° 8/MPDIRA/CAB du 7-4-78 — M. Pédanou Dodzi, administrateur civil de 1re classe 3è éch., est nommé chargé de mission au cabinet du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 70/MDR du 3-4-78 — M. Amevor K. Viadjina (Appolinaire), mécanicien-chauffeur permanent 3è catégorie échelle D, en service au ministère du développement rural, est nommé chauffeur du ministre du développement rural.

Une indemnité mensuelle de fonction de trois mille (3000) francs sera attribuée à l'intéressé conformément à l'article 1er du décret n° 68-45 du 26 mars 1968.

La présente décision prend effet pour compter du 2 février 1977.

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

Arrêté n° 47/INT/SG/APA-AA du 4-4-78 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) pour une durée de cinq ans, à compter du 7 octobre 1978 date de sa libération, au nommé Nouté-kpo Alihonou Egah, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1940 à Klohoé-S/P. d'Aplahoué (République Populaire du Bénin), fils de Gbenotou Noutékpo et de Gbonhoué Tassi, photographe, domicilié à Klohoé, condamné pour vols à trois ans (3) de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 27 juillet 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F.D. 11111-22222-9-11-12);

b) pour une durée de cinq ans, à compter du 28 mars 1979 date de sa libération, au nommé Koudjodji Komi (Robert), détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1952 à Tomégbé (Badou), fils de feu Koudjodji et de Adjamlé Kossiwa, sans profession, domicilié

à Tomégbé (circ. adm. Badou), condamné pour vols et rupture de ban à dix-huit (18) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 19 octobre 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F.D. 11131-22233);

c) pour une durée de cinq ans à compter du 8 décembre 1978 date de sa libération, au nommé Koumale Amouzou, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1939 à Athiémé (République Populaire du Bénin), fils de Zowonoussi Koumale et de Hounkpe Hounsibé, cultivateur, domicilié à Hahomégbé (circ. adm. de Notsé), condamné pour vol de volailles et de récoltes à dix-huit (18) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 2 novembre 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F.D. 11111-22223);

d) pour une durée de cinq ans, à compter du 23 août 1978 date de sa libération, au nommé Tchoklome Sodja, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1957 à Wégamé (République Populaire du Bénin), fils de Megnanou Tchoklome et de Senou Mawoulé, cultivateur, domicilié à Tsagba (circ. adm. de Haho), condamné pour vol de récoltes à un (1) an de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 23 novembre 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F. D. 11111-22222 12-11-14);

e) pour une durée de cinq ans, à compter du 26 avril 1979 date de sa libération, au nommé Soglahoun Matégna, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1947 à Atchahoé (République Populaire du Bénin), fils de Soglahoun Méto et de Kékéli Asou, scieur de long, domicilié à Atchahoé, condamné pour vol à dix-huit (18) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 8 février 1978 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F. D. 33111-42233) ;

f) pour une durée de cinq ans, à compter du 9 mai 1978 date de sa libération, au nommé Hessou Dagbédji, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1952 à Wégamé (République Populaire du Bénin), fils des feus Hessou Tchagnon et de Somahoé Sikobou, cultivateur, domicilié à Wégamé de passage à Assrama (circ. adm. de Haho), condamné pour vol à huit (8) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 15 février 1978 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F. D. 11131-24222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agent d'état-civil

Arrêté n° 49/INT/SG/APA-AA du 6-4-78 — M. Fiankou Kossi est nommé agent d'état-civil du centre d'Abrewankor pour compter du 1er janvier 1978, en remplacement de M. Amewouho (Hermann) décédé.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49/INT/MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administrative de Badou est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 61/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de trois cent soixante dix sept mille sept cent trente six (377.736) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amegah Mensah (Isaaca), adjoint technique d'agriculture de 1re classe 3è échelon du corps du personnel de l'agriculture (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amegah Mensah (Isaaca), adjoint technique de 1re classe 3è échelon pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Yao-Salifou, né le 29 mai 1947
Assanatou, née le 3 novembre 1949
Mariame, née le 23 décembre 1949
Fatouma, né le 20 février 1950
Halimatou, né le 28 novembre 1951
Housséni, née le 30 juillet 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatorze mille quatre cent trente six (94.436) francs.

M. Amegah Mensah (Isaaca) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 15è au 24è rang) ci-après désignés :

Rafiatou, née le 17 août 1962
Idrissou, né le 20 février 1963
Yacoubou, né le 11 janvier 1964
Hafoussetou, née le 22 novembre 1965
Ayissétou, née le 22 novembre 1965
Djibirila, né le 9 mars 1966
Khassimou, né le 5 juin 1969
Aboubakar, né le 6 septembre 1970
Mémounatou, née le 17 juin 1971
Youssefou, né le 27 juillet 1973.

Arrêté n° 62/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de deux cent quatre vingt quinze mille soixante quatre (295.064) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahlin Agossou (Noël), agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

M. Ahlin Agossou (Noël) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3è au 6è rang) ci-après désignés :

Kouahlin, né le 10 juin 1959
Ahliba, née le 15 juillet 1961
Adjanliba, née le 16 avril 1965
Ahéba, né le 27 septembre 1967.

Arrêté n° 63/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de deux cent trois mille neuf cents (203.900) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpetemey Adjéwodah, maréchal des logis chef 3è échelon n° mle 391 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mai 1977.

M. Kpetemey Adjéwodah pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7è rang) ci-après désignés :

Komlavi, né le 20 décembre 1966
Koffi, né le 26 avril 1968
Yaovi, né le 24 avril 1969
Kodjo, né le 12 octobre 1970
Ahouéfa, née le 12 septembre 1974
Akouvi, née le 4 juin 1975
Koffi, né le 7 janvier 1977.

Arrêté n° 64/MFE/CR du 16-3-78 — Une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 50 % de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises au taux de quatre vingt dix huit mille vingt huit (98.028) francs l'an pour compter du 12 octobre 1977 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Messah Koffi Podogan, gendarme adjoint de 1re classe 4è échelon n° mle 568 du corps du personnel des forces armées togolaises.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 12 octobre 1977 au 11 octobre 1980.

Par application des dispositions de l'article 33-b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à M. Mensah Koffi Podogan, une solde de réforme fixée à quatre vingt onze mille quatre cent quatre vingt douze (91.492) francs par an.

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1er novembre 1977 au 11 mars 1989.

Arrêté n° 65-MFE-CR du 16-3-78 — Une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 30% de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises au taux de cinquante et un mille cent quarante huit (51.148) francs l'an pour compter du 1er octobre 1976 et de cinquante huit mille huit cent seize (58.816) francs l'an pour compter du 1er janvier 1977 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Disseh Dodji Koussougbor, caporal-chef 3^e échelon n° mle 0901 du corps du personnel des forces armées togolaises.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 1er octobre 1976 au 30 septembre 1979.

Par application des dispositions de l'article 33 b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à M. Disseh Dodji Koussougbor, une solde de réforme fixée à quatre vingt treize mille sept cent soixante huit (93.768) francs par an pour compter du 1er octobre 1976 et à cent sept mille huit cent trente deux (107.832) francs par an pour compter du 1er janvier 1977.

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1er octobre 1976 au 11 janvier 1984.

Arrêté n° 67-MFE-CR du 16-3-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Nossoukpoe Nossi Mawuko (Pricilla), née Brym, épouse de M. Nossoukpoe S. Mensan (Mathieu), secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.750, pourcentage 57%) décédé le 29 juillet 1976, une pension de veuve au taux annuel de deux cent quatre vingt trois mille quatre cent trente deux (283.432) francs pour compter du 1er août 1976 et de trois cent vingt cinq mille neuf cent quarante quatre (325.944) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante six mille six cent quatre vingt huit (56.688) francs l'an pour compter du 1er août 1976 et à soixante cinq mille cent quatre vingt huit (65.188) francs par an pour compter du 1er janvier 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Ayawavi (Lucie), née le 18 octobre 1956
Mensan Kokou, né le 26 décembre 1956.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront

versés entre les mains de M. Nossoukpoe Mensan Komlan (Jacques-Constant), administrateur des biens, chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 69/MFE/CR du 16-3-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Hély (Tobias), surveillant principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics du Togo en retraite, une rente viagère d'invalidité dont le pourcentage est fixé à 97,5 % du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à cent quarante neuf mille six cents (149.600) francs pour compter du 1er octobre 1975 et à cent soixante douze mille quarante (172.040) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Arrêté n° 71/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 57%) au montant annuel de trois cent quatre vingt onze mille cent trente deux (391.132) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Degue Kadévi (Vitus), instituteur de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

M. Degue Kadévi (Vitus) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 19^e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 1er mars 1961
Kossiwa, née le 26 mars 1961
Kodjovi, né le 2 septembre 1963
Mawuvi, née le 14 septembre 1963
Mawuli, né le 5 avril 1965
Agbégnigan, né le 16 janvier 1967
Akoko, née le 29 septembre 1968
Edo Fofu, né le 8 mai 1971
Amavi, née le 12 juin 1971
Délali, née le 1er avril 1972
Akoélé, née le 12 novembre 1974
Akoko, née le 12 novembre 1974
Afiwa, née le 16 avril 1976.

Arrêté n° 73/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de trois cent huit mille quatre cent soixante quatre (308.464) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Iko Kossi (Michel), brigadier chef 2^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Iko Kossi (Michel) pour

compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4^e rang) ci-après désignés :

Komla, né le 9 janvier 1945
Yaovi, né le 27 mai 1954
Abra, née le 9 juin 1959
Kossiwa, née le 28 septembre 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante six mille deux cent soixante douze (46.272) francs pour compter du 1er janvier 1978.

M. Iko Kossi (Michel) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Komi, né le 21 juillet 1961
Kowami, né le 29 septembre 1962
Kossiwa, né le 29 mai 1966
Kokou, né le 11 décembre 1968
Yawa, née le 12 août 1971
Afi Edem, née le 2 mai 1975.

Arrêté n° 74/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent soixante deux mille six cent quarante huit (862.648) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nyakou Kodjo (François), contrôleur principal 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 1.650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nyakou Kodjo (François), contrôleur ppal 3^e échelon pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 23 février 1945
Améyo, née le 31 mai 1952
Akpé, née le 24 juin 1956
Afiwa Madjé, née le 3 octobre 1958
Kossigan, né le 8 avril 1959
Komlangan, né le 16 mai 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quinze mille six cent soixante quatre (215.664) francs pour compter du 1er janvier 1978.

M. Nyakou Kodjo (François) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 21^e rang) ci-après désignés :

Amévi, née le 10 septembre 1960
Afua, née le 16 septembre 1960
Komlan Logo, né le 10 mars 1962
Amévi N'Danu, née le 10 novembre 1964
Kudjo, né le 18 mars 1965
Komlan, née le 12 octobre 1966

Komlanvi, né le 14 novembre 1967
Kodjokli, né le 7 mai 1969
Yao, né le 18 juin 1970
Komigan, né le 28 août 1971
Koami, né le 1er avril 1972
Koffi, né le 6 octobre 1972
Afi Evélia, née le 7 mars 1975
Etsè, né le 15 octobre 1977
Atsou, né le 15 octobre 1977.

Arrêté n° 75-MFE-CR du 16/3/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64 %) au montant annuel de quatre cent trente neuf mille cent soixante huit (439.168) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gbodui Koku Edila, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.050) admis à la retraite. La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gbodui Koku Edila pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 15 octobre 1942
Amavi, née en 1946
Massavi, née le 15 août 1949
Komi, né le 31 décembre 1949
Kossi, né le 13 janvier 1952
Komlanvi, né le 29 janvier 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent neuf mille sept cent quatre vingt douze (109.792) francs pour compter du 1er janvier 1978.

M. Gbodui Koku Edila pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Akua, née le 9 juillet 1958
Amivi, née le 6 février 1960
Yao, né le 20 septembre 1962
Dodzi, né le 21 décembre 1964
Afi, née le 11 mars 1966
Atsu, né le 18 juin 1966
Atsutsè, né le 18 juin 1966
Afi Dovi, née le 13 mars 1970.

Arrêté n° 76-MFE-CR du 16/3/78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Gbandang Donga (née Batali)
Mme veuve Gbandang Bassani (née Ali)

Mme veuve Gbandang Lélémina (née Samarou), épouses de M. Gbandang Songai, caporal 5^e échelon n° mlt 20.029 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 450, pourcentage 35 %) décédé le 8 novembre 1976 une pension de veuve au taux annuel de quatorze mille neuf cent vingt (14.920) francs pour compter du 23 décembre 1976 et de dix sept mille cent cinquante six (17.156) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à huit mille neuf cent cinquante deux (8.952) francs par an pour compter du 23 décembre 1976 et à dix mille deux cent quatre vingt seize (10.296) francs par an pour compter du 1er janvier 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Komla, né le 5 décembre 1960
 Barouwé, née le 21 juin 1963
 Samara, né le 22 octobre 1963
 Nimon, né le 27 décembre 1963
 Betchédi, née le 20 septembre 1968
 Mazahalo, née le 14 octobre 1968
 Kpèlenga, né le 23 avril 1969
 Batchana, née le 2 février 1971
 Batali, né le 19 mars 1971
 Wyao, né le 18 juillet 1971
 Kpatcha, né le 28 mars 1973
 Naka, née le 28 mars 1973
 Eso-Houna, née le 24 mars 1974
 Mebouwe-N'Esso, né le 26 avril 1974
 Pialo, née en 1975

Biniwè, née le 27 mai 1977.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Gbandang Téou Yénéguè, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 79-MFE-CR du 16/3/78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 48 %) au montant annuel de cent cinquante neuf mille neuf cent quatre vingt quatre (159.984) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akakpo Kossi-Ko, gardien de la paix 7e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

M. Akakpo Kossi-Ko pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 12e rang) ci-après désignés :

Massan, née le 16 août 1959
 Ayao, né le 27 septembre 1962
 Koffi, né le 16 juillet 1965
 Akouavi, née le 30 mars 1966
 Adjo Bibimé, née le 14 avril 1971
 Adjo, née le 25 octobre 1971
 Akoua, née le 16 mai 1973
 Kodjovi, né le 29 octobre 1973
 Akossiwa, née le 13 mars 1977.

Arrêté n° 81-MFE-CR du 16-3-78 — Une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 40 % de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises au taux de soixante dix huit mille quatre cent vingt quatre (78.424) francs l'an pour compter du 12 octobre 1977 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nouwodjro Kangni Lanwadan, musicien de

1re classe n° mle 135/M du corps du personnel des forces armées togolaises.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 12 octobre 1977 au 11 octobre 1980.

Arrêté n° 83/MFE/CR du 16-3-78 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bedou Bitesson Aroni (Benoît), administrateur civil principal de classe exceptionnelle de l'administration générale du Togo, admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 73% des émoluments de base correspondant à l'indice 2.800 pour compter du 1er juillet 1977.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à un million trois cent trente cinq mille sept cent quatre vingt seize (1.335.796) francs pour compter du 1er juillet 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Bedou Bitesson Aroni (Benoît), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants du 1er au 3e rang ci-après désignés :

Roger, né le 29 mai 1940
 Akobi, né le 1er octobre 1944
 Antonion, né le 12 mars 1949.

Le montant annuel de la majoration pour famille nombreuse prévue ci-dessus est fixé à cent trente trois mille cinq cent quatre vingt (133.580) francs pour compter du 1er juillet 1977.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 243/MFE/CR du 8 août 1977 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 84/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de cinq cent mille neuf cent vingt quatre (500.924) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbègnigan Adjé (Jean), contre-maître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbègnigan Adjé (Jean) pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Messan, né le 4 février 1955
 Kokoè, née le 26 mars 1956
 Anani, né le 4 juillet 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quinze mille cent quarante (75.140) francs pour compter du 1er janvier 1978.

M. Agbegnigan Adjé (Jean) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Amè, née le 6 octobre 1958
Anoumou, né le 25 janvier 1961
Amè, née le 29 février 1968
Kokoè, née le 25 août 1969
Sassou, né le 31 mai 1972.

Arrêté n° 86-MFE-CR du 16/3/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de cinq cent quarante huit mille neuf cent cinquante six (548.956) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Palanga Tchédre (Basile), contrôleur de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la douane (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

M. Palanga Tchédre (Basile) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Egnonami, né le 27 avril 1958
Limwè, né le 1er mai 1959
Pyalo, né le 22 août 1961
Adjowa, née le 20 août 1962
Améyo, née le 27 avril 1963
Essohanam, né le 15 mars 1964.

Arrêté n° 89-MFE-CR du 16/3/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de trois cent six mille cinq cents (306.500) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Guedou Kodjo (Ernest), agent spécialisé ppal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Guedou Kodjo, agent spécialisé ppal de CE pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kodjovi, né le 22 août 1949
Ablawa, née le 16 octobre 1951
Kodjovi, né le 17 août 1953
Kodjovi, né le 10 janvier 1955
Akouavi, née le 16 mai 1956
Messan, né le 2 janvier 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille six cent vingt huit (76.628) francs pour compter du 1er janvier 1978.

M. Guedou Kodjo (Ernest) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses

droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Assiba, née le 22 février 1959
Kodjovi, né le 17 avril 1961
Bayi, née le 10 mars 1962
Yaovi, né le 13 mai 1965
Yaovi Béni, né le 29 juin 1967.

Arrêté n° 90-MFE-CR du 16/3/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71%) au montant annuel de huit cent douze mille (812.000) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djimongou Sambiani (Raphaël), secrétaire d'administration de CE du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djimongou Sambiani (Raphaël), secrétaire d'administration de CE pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Sanha, né le 4 mai 1949
Dagabe, né le 17 août 1950
Danlaté, né le 6 septembre 1950
Dametete, né le 18 mars 1952
Damigou, né le 13 octobre 1952
Kpandou, né le 11 juin 1954.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent trois mille (203.000) francs pour compter du 1er janvier 1978.

M. Djimongou Sambiani (Raphaël), secrétaire d'administration principal de CE pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 10^e au 20^e rang), ci-après désignés :

Nanwabe, né le 27 septembre 1959
Larba, né le 6 juillet 1960
Guinansoi, né le 12 juillet 1960
Sayeme, né le 18 décembre 1960
Sinandja, né le 27 avril 1962
Yendoukoua, né le 5 février 1965
Kpanabati, né le 10 avril 1966
Nakorpo, né le 24 janvier 1968
Danféi, né le 26 juillet 1969
Bampini, né le 5 décembre 1972
Mimdome, né le 19 janvier 1976.

Arrêté n° 91-MFE/CR du 16-3-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de deux cent trente et un mille trois cent quarante huit (231.348) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpante Tignokpa, brigadier chef du corps du personnel de la douane (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpante Tignokpa pour compter du 1er janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants du (1er au 6è rang) ci-après désignés :

Tchapo, né en 1949
Arézima, né en 1950
Dapou, né en 1953
Etienne, né le 5 décembre 1956
Nabine, né le 8 décembre 1959
Boukoumpu, né le 8 novembre 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante sept mille huit cent quarante (57.840) pour compter du 1er janvier 1978.

M. Kpante Tignokpa, brigadier-chef 2è échelon pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6è au 11è rang) ci-après désignés :

Boukoumpou, né le 8 novembre 1960
Bougonou, né le 8 septembre 1963
Faré, né le 5 juin 1966
Djawéni, né le 15 octobre 1966
Ouano, né le 21 janvier 1969
Tchédré, né le 13 mai 1975.

Arrêté n° 92/MFE/CR du 16-3-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 58%) au montant annuel de trois cent quatre vingt onze mille cent trente deux (391.132) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yona Agla (Benoît), instituteur de 2è classe 4è échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1978.

M. Yona Agla (Benoît) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5è au 9è rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 26 novembre 1959
Kossiwa, née le 18 mars 1962
Kodzo-Kuma, né le 10 août 1964
Kossiawavi, née le 7 mai 1967
Akuwavi, née le 10 décembre 1969.

Arrêté n° 93/MFE/CR du 16-3-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbekponou Kodjo, ingénieur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'agriculture du Togo en retraite, une rente viagère d'invalidité dont le pourcentage est fixé à 35% du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à soixante et un mille sept cent soixante (61.760) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Arrêté n° 94/MFE/CR du 16-3-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Toulan Foly Têko Totékpomawu, sous-inspecteur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer du Togo en retraite, une rente viagère d'invalidité dont le pourcentage est fixé à 46% du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité est fixé à soixante dix mille cinq cent quatre vingts (70.580) francs pour compter du 1er janvier 1976 et à quatre vingt et un mille cent soixante huit (81.168) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Arrêté n° 95/MFE/CR du 16-3-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Edeh Ewodé (née Agbobli), épouse de M. Edoh Woamékpor Yawo (Georges), gendarme-adjoint de 1re classe 5è échelon n° mle 156 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450, pourcentage 36%) en retraite décédé le 25 août 1977, une pension de veuve au taux annuel de cinquante deux mille neuf cent trente six (52.936) francs pour compter du 1er septembre 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à dix mille cinq cent quatre vingt huit (10.588) francs par an pour compter du 1er septembre 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Akossiwa, née le 3 juillet 1960
Yawa, née le 20 juillet 1961
Ayawovi, née le 7 mai 1964
Kokou, né le 7 octobre 1964
Ami, née le 10 septembre 1966
Fofu, né le 25 décembre 1969
Mama, née le 2 juillet 1972.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Woamekpô Koffi Edjona, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 16-3-78 à l'arrêté n° 150/MFE/CR du 28 avril 1972 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Naroukou Théodore, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Mme veuve Atebena Amématchan (Jeanne), administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 16-3-78 à l'arrêté n° 22/MFE/CR du 19 janvier 1978 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Apete Ablavi (Maria, née Edoh), épouse de M. Apete Akakpo (Martin), commis d'administration de 1re classe (indice 908, pourcentage 66%) en retraite décédé le 18 février 1975, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante dix mille deux cent quatre vingts (170.280) francs pour compter du 1er mars 1975 et de cent quatre vingt quinze mille huit cent vingt deux (195.822) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Apete Ablavi (Maria), née Edoh, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Mawulé, née le 11 août 1931
Koffi, né le 26 octobre 1934
Koffi, né le 25 juin 1937
Donsi, née le 22 décembre 1939
Lokossi, née le 22 septembre 1942
Amélé, née le 14 janvier 1950.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quarante deux mille cinq cent soixante douze (42.572) francs pour compter du 15 septembre 1976 et de quarante huit mille neuf cent cinquante six (48.956) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Lire :

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Apete Ablavi (Maria, née Edoh), épouse de M. Apete Akakpo (Martin), commis d'administration de 1re classe (indice 908, pourcentage 66%) en retraite décédé le 18 février 1975, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante dix mille deux cent quatre vingts (170.280) francs pour compter du

1er mars 1975 et de cent quatre vingt quinze mille huit cent vingt quatre (195.824) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Apete Ablavi (Maria, née Edoh), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Mawulé, née le 11 août 1931
Koffi, né le 26 octobre 1934
Koffi, né le 25 juin 1937
Donsi, née le 22 décembre 1939
Lokossi, née le 22 septembre 1942
Amélé, née le 14 janvier 1950.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quarante deux mille cinq cent soixante douze (42.572) francs pour compter du 1er mars 1975 et de quarante huit mille neuf cent cinquante six (48.956) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 16-3-78 à l'arrêté n° 182/MFE/CR du 22 mai 1975 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Tekpa Franklin, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Mme veuve Tekpa Lélandema (née Tchangai), administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

Commissionnaires en douane

Arrêté n° 114/MFE/SD du 22-3-78 — Est agréée en qualité de commissionnaire en douane auprès des bureaux des douanes de Lomé, la société dénommée « INTERTRANSTOGO » représentée par son gérant M. Ahlin Sodji, rue Vauban — B. P. 7003 à Lomé.

Arrêté n° 115/MFE/SD du 22-3-78 — Est agréée en qualité de commissionnaire en douane auprès des bureaux des douanes de Lomé, la société dénommée « Commerce Technique et Industrie » (C.T.I. — Togo) représentée par sa gérante Mme Akoulé Gokar, 18, avenue de Calais — B. P. 4384 à Lomé.

Rôles

Arrêté n° 96-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

195 Lomé Patentes	5.546.912	
Licences	107.000	
	<u>5.653.912</u>	
		5.653.912

BUDGET COMMUNAL

196 Lomé TVL	3.736.941	
TV	2.473.012	
	<u>6.209.953</u>	
197 Lomé TVL	925.111	
TV	976.659	
	<u>1.901.770</u>	
198 Lomé TVL	1.557.684	
TV	1.166.836	
	<u>2.724.520</u>	
199 Lomé TVL	2.308.593	
TVV	3.000	
TV	1.561.965	
	<u>3.873.558</u>	
		14.709.801
		<u>20.363.713</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de vingt millions trois cent soixante trois mille sept cent treize francs est fixée au 20 février 1978.

Arrêté n° 97-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

193 Aného Patentes	582.147	
Ca/patentes	116.421	
Licences	253.000	
Ca/ licences	50.600	
	<u>1.002.168</u>	
194 Tsévié Patentes	437.825	
Ca/patentes	43.062	
Licences	99.000	
Ca/licences	9.900	
	<u>589.787</u>	1.591.955
		<u>1.591.955</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million cinq cent quatre vingt onze mille neuf cent cinquante cinq francs est fixée au 23 janvier 1978.

Arrêté n° 98-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

198 Aného Patentes	909.412	
Licences	308.000	
	<u>1.217.412</u>	

189 Tsévié Patentes	14.018	
Licences	3.000	
	<u>17.018</u>	
190 Tabligbo Patentes	535.359	
Licences	202.000	
	<u>737.358</u>	
191 Vo Patentes	688.848	
Licences	211.000	
	<u>899.848</u>	
192 Tsévié Patentes	854.483	
Licences	335.000	
	<u>1.189.483</u>	
		4.061.119
		<u>4.061.119</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions soixante et un mille cent dix neuf francs est fixée au 23 janvier 1978.

Arrêté n° 99-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

185 Lomé Patentes	4.900.460	
Ca/patentes	980.048	
Licences	649.500	
Ca/licences	131.400	
Taxe civique	148.500	
	<u>6.809.908</u>	
186 Lomé Patentes	10.101.522	
Ca/patentes	2.020.301	
Licences	80.000	
Ca/licences	16.000	
Taxe Civique	6.000	
	<u>12.223.823</u>	
187 Lomé Patentes	2.845.424	
Ca/patentes	572.069	
Licences	25.500	
Ca/licences	5.100	
Taxe civique	24.000	
	<u>3.472.093</u>	
		22.505.824
		<u>22.505.824</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de vingt deux millions cinq cent cinq mille huit cent vingt quatre francs est fixée au 23 janvier 1978.

Arrêté n° 100-MFE-AI du 23/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

182 Lomé Patentes	12.201.437	
Ca/patentes	2.438.920	
Licences	951.750	
Ca/licences	190.750	
Taxe civique	177.000	
	<u>15.959.857</u>	

183 Lomé Patentes	4.434.751	
Ca/patentes	886.900	
Licences	538.500	
Ca/licences	103.700	
Taxe civique	187.500	
		6.151.351
184 Lomé Patentes	17.820.142	
Ca/patentes	3.559.035	
Licences	993.000	
Ca/licences	198.600	
Taxe civique	181.500	
		22.752.277
		44.863.485
		44.863.485

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quarante quatre millions huit cent soixante trois mille quatre cent quatre vingt cinq francs est fixée au 23 janvier 1978.

Arrêté n° 101-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

207 Atakpamé B.I.C.	70.052	
I.G.R.	228.672	
		298.724

BUDGET COMMUNAL

208 Atakpamé T.V.L.	193.661	
T.V.	197.744	
		391.405
209 Kpalimé T.V.L.	487.124	
T.V.	170.894	
		658.018
210 Atakpamé T.V.L.	509.836	
T.V.	420.640	
		930.476
211 Kpalimé T.V.L.	262.488	
T.V.	120.826	
		383.314
		2.363.213
		2.661.937

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions six cent soixante et un mille neuf cent trente sept francs est fixée au 6 février 1978.

Arrêté n° 102-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

212 Atakpamé T.V.L.	263.397	
T.V.	270.940	
		534.337

213 Kpalimé T.V.L.	593.242	
T.V.	177.130	
		770.372
214 Kpalimé T.V.L.	177.859	
T.V.	41.368	
		219.227
215 Atakpamé T.V.L.	200.387	
T.V.	161.849	
		362.235
		1.886.171
		1.886.171

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million huit cent quatre vingt six mille cent soixante onze francs est fixée au 6 février 1978.

Arrêté n° 103-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

200 Lomé T.V.L.	1.743.634	
T.V.	1.058.044	
		2.801.678
201 Lomé T.V.L.	1.329.356	
T.V.	859.356	
		2.188.712
202 Lomé T.V.L.	1.837.583	
T.V.	1.175.920	
		3.013.503
203 Lomé T.V.		187.162
		8.191.055
		8.191.055

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions cent quatre vingt onze mille cinquante cinq francs est fixée au 20 février 1978.

Arrêté n° 104-MFE-AI du 22/3/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

204 Lomé Taxe immobilière	11.486.965	
205 Lomé Taxe immobilière	14.724.984	
		26.211.949

BUDGET COMMUNAL

206 Lomé Patentes	2.512.490	
Ca/patentes	460.968	
Licences	411.000	
Ca/licences	82.200	
Taxe civique	7.500	
		3.474.158
		3.474.158
		29.686.107

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de vingt neuf millions six cent quatre vingt six mille cent sept francs est fixée au 6 février 1978.

Arrêté n° 105-MFE-AI du 22/3/78 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1977 ci-après :

BUDGET GENERAL

178 Lomé Taxe progressive	175.678.218	
Taxe progressive (V.F.)	26.997.213	
T.S.D.H.	4.184.813	
		206.860.244
179 Lomé B.I.C.	1.268.920	
180 Lomé Taxe immobilière	5.373.958	
		213.503.122

COMPTE HORS BUDGET 112-36

179 Lomé Amendes/B.I.C	312.545	
		312.545

BUDGET COMMUNAL

178 Lomé Taxe civique	4.129.357	
181 " Patentes	297.931	
Ca/patente	52.085	
		350.016
		4.479.373
		218.295.040

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'Appel d'offres

Avis d'appel d'offres lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté Economique Européenne Fonds Européen de Développement.

OBJET

Le présent appel d'offres concerne la construction de la 2^e tranche d'une cité d'habitation pour le personnel de l'usine de clinker de la CIMAO à Tabligbo. (emplacement dit site B).

DEFINITION DE L'ENSEMBLE DES LOGEMENTS DU SITE B :

L'ensemble de l'opération logements du site B comprend 6 lots désignés ci-après :

Lot N° 4

- 1 villa E 3 parcelle n° 119
- 1 villa E 4 parcelle n° 113
- 1 villa F 2 parcelle n° 120
- 3 villas F 3 P. n° 124 ; P. n° 126 ; P. n° 117
- 6 villas F 4 P. n° 121 ; P. n° 118 ; P. n° 116
- P. n° 125 ; P. n° 123 ; P. n° 122.

Lot N° 5

- 1 villa E 2 parcelle N° 106
- 2 villas E 4 parcelle N° 105 ; P. N° 108
- 4 villas F 3 P. N° 111 ; P. N° 112 ; P. N° 110 ; P. 109
- 5 villas F 4 P. N° 107 ; P. N° 115 ; P. 114 ; P. N° 102 ; P. N° 103.

Lot N° 6

- 1 villa E 3 parcelle N° 61
- 1 villa E 4 parcelle P. N° 101
- 1 villa F 2 P. N° 104
- 3 villas F 3 P. 57 ; P. N° 51 ; P. 41
- 6 villas F 4 P. N° 100 ; P. N° 99 ; P. N° 98 ; P. N° 96 ; P. N° 95.

Lot N° 7

- 1 villa E 2 P. N° 39
- 2 villas E 4 P. N° 43 ; P. N° 49
- 1 villa F 2 P. N° 50
- 3 villas F 3 P. N° 40 ; P. N° 62 ; P. N° 55
- 5 villas F 4 P. N° 45 ; P. N° 60 P. N° 56
- P. N° 44 ; P. N° 48.

Lot N° 8

- 1 villa E 3 P. N° 54
- 2 villas E 4 P. N° 18 P. N° 34
- 1 villa F 2 P. N° 42
- 3 villas F 3 P. N° 37 ; P. N° 31 ; P. N° 38
- 6 villas F 4 P. N° 4 ; P. N° 14 ; P. N° 17 ; P. N° 36 ; P. N° 33 ; P. N° 35.

Lot N° 9

- 1 villa E 3 parcelle N° 15
- 1 villa E 4 parcelle N° 9
- 1 villa F 2 P. N° 20
- 4 villas F 3 P. N° 12 ; P. N° 16 ; P. N° 6 ; P. N° 10
- 5 villas F 4 P. N° 3 ; P. N° 5 ; P. N° 8 ; P. N° 11 ; P. N° 13

CONSISTANCE DES TRAVAUX DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Sont mis en adjudication par le présent appel d'offres les lots n°s 4-5-6-7-8-9 de la liste ci-dessus énumérée.

Les travaux sont décrits d'une façon détaillée dans le cahier des prescriptions spéciales, le devis descriptif de tous corps d'état, le modèle de la soumission et les documents graphiques.

Le soumissionnaire est libre de présenter son offre pour un, deux ou plusieurs lots. Cependant, chaque lot fait l'objet d'une soumission particulière. Le soumissionnaire précisera le rabais éventuellement consenti en cas d'attribution de plusieurs lots.

FINANCEMENTS :

Les travaux du présent appel d'offres font l'objet d'un financement par le Fonds Européen de Développement (FED).

VARIANTES :

Les candidats doivent obligatoirement présenter l'offre pour la solution technique préconisée par le dossier d'appel d'offres.

LIEU D'EXECUTION :

Les travaux s'exécutent dans le périmètre urbain de Tabligbo (République togolaise) sur un terrain situé en bordure de la route Tabligbo — Gboto à l'Est du Centre ville. La ville de Tabligbo est située au Nord-Est de Lomé (à environ 90 km de cette ville) et est desservie par deux routes, l'une passant par Tsévié, l'autre par Anèho.

DELAI D'EXECUTION :

En ce qui concerne les lots n°s 4 à 8, le délai est de 7 mois pour chacun de ces lots.

— Pour le lot n° 9 le délai est de 8 mois.

Dans le cas où deux ou plusieurs lots seraient attribués à la même entreprise, les délais prévus pour chaque lot ne sont pas cumulables.

PAIEMENTS :

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires qu'ils peuvent indiquer dans leur soumission le pourcentage du montant de celle-ci dont ils désirent le paiement dans la monnaie du pays de leur siège social.

Ce pourcentage devra être justifié par le soumissionnaire.

ADMINISTRATION AU NOM DE LAQUELLE LE MARCHE SERA CONCLU

Le marché sera conclu au nom et pour le compte de la République du Togo représentée par Monsieur le Ministre de l'Équipement de l'Habitat, des Postes et Télécommunications.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Les soumissions établies en langue française et en trois exemplaires (un original et deux copies marqués comme tels) devront parvenir par pli recommandé avec accusé de réception ou être remises de la main à la main contre récépissé à Monsieur le président de la Commission Consultative des Marchés, présidence de la République, Lomé, République togolaise au plus tard le 16 mai 1978 à 17 h 00 (heure locale).

Dans le cas où la soumission est envoyée par pli recommandé, le soumissionnaire est tenu d'en informer Monsieur le Président de la Commission Consultative des Marchés à Lomé par télégramme indiquant les références de l'envoi (lieu, date et numéro).

L'acheminement des soumissions provenant de l'extérieur de la République togolaise sera réputé assuré par voie aérienne.

La présentation des offres sera faite conformément à l'article 39 du C.G.E. complété par l'article 39 du C.P.S.

DELAI D'ENGAGEMENT :

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de trois mois à compter de la date limite fixée pour la remise des soumissions.

OUVERTURE DES OFFRES :

L'ouverture des plis aura lieu à Lomé, le 17 mai 1978 à 15 h (heure locale) en séance non publique tenue dans la salle de réunion de la Commission Consultative des Marchés, au palais de la présidence de la République.

ACHAT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le dossier d'appel d'offres (un dossier unique pour les six lots), rédigé en langue française peut être obtenu sur demande adressée à : M. le Directeur Général du Centre de la Construction et du Logement à Cacavelli B.P. 1762-Lomé - Tél. 34-11 24-03 24-04 (République togolaise).

PRIX DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

En Afrique : 20.000 frs cfa (équivalent à 70 unités de compte européennes).

Les entreprises ayant soumissionné à l'appel d'offres n° 709/TP-BM publié le 19 juillet 1977 (lots n°s 1, 2 et 3 du Site B) et qui seraient encore en possession des pièces graphiques, du CPS et du CPT, pourront se procurer gratuitement auprès de la direction du C.C.L. à Lomé B.P. 1762 sur leur demande écrite d'intention de soumissionner pour les lots 4 à 9, le nouveau devis quantitatif correspondant à ces lots, ainsi que le descriptif des modifications intervenues après le 17 juillet 1977.

MODALITES :

La demande d'achat du dossier doit être accompagnée d'un chèque de banque (+) au nom de C.C.L.

(+) le chèque de banque doit être obligatoirement tiré par une banque sur une autre banque au profit du vendeur.

MODALITES D'ENVOI DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Dès réception de la demande, ainsi que du chèque de banque, le dossier sera adressé au demandeur, franco de port par la voie la plus rapide.

CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES:

1 — Direction des travaux Publics à Lomé, (République Togolaise)

2 — Commission des Communautés Européennes-direction du Développement Rue de la Loi, 200 — B — 1049 (Bruxelles)

3 — Direction du Centre de la Construction et du Logement à Cacavelli — B. P. 1762 — Lomé Tél. 34-11 24-03 — 24-04 (République Togolaise).

4 — Ambassade du Togò à Accra

5 — Abidjan : Délégation de la C.E.E. — BP. 1821 (République de la Côte d'Ivoire).

Lomé, le 12 avril 1978

Le directeur des travaux publics,
N. AYEVA

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

Avis de demandes d'immatriculation

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de D. M. de Lomé et des sections d'Aného, d'Atakpamé et de Sokodé dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 7896, déposée le 1er février 1978 la dame Modjinou Mana, née Chardey, profession de sage-femme au CHU, demeurant et domiciliée à Lomé-Lom-Nava, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 83 ca situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par une rue au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité Aklikokou.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.897, déposée le 2 février 1978 M. Adigo P. Tona, profession de docteur en médecine à la Polyclinique, demeurant et domicilié à Lomé majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 17 a 41 ca situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Soviépe et borné au nord par M. Kokou Hassesse, au sud par le Titre foncier n° 12.168 RT et la propriété du sieur Kokou Alipi, à l'est par M. Assigo. Sépégna et à l'ouest par M. Atisso Nana.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.898, déposée le 6 février 1978, M. Gbogbo Amézotsi, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de M. Lawson Hetcheli Tèvi — Voirie Lomé) demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité Sédoh Ayigah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.899, déposée le 8 février 1978, M. Edjeou Biyé Kouratékpé, profession de comptable au Ministère du Plan, demeurant et domicilié à Lomé-Kodjoviakopé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Maître Amavi Ayité Hillah, Notaire à Lomé, 11 rue du Chemin de Fer) demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance totale de 8 ares situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord et au sud par le surplus du terrain appartenant à la collectivité Awoudor Godonou, à l'est et à l'ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.900, déposée le 8 février 1978, M. Dogo M. Koudjolou (Henri), profession d'administrateur civil, ministre du Plan, du Développement Industriel et de la Réforme administrative, demeurant à Lomé-Tokoin Solidarité, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Maître Amavi Ayité Hillah, notaire à Lomé, 11 Rue du Chemin de Fer) demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 43 a 44 ca situé à Aflao, commune de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord, au sud et à l'ouest par des rues en projet, à l'est par la propriété de la collectivité Awoudor Godonou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.901, déposée le 9 février 1978 Mme Tetevi Dédé (Georgette), épouse Mathé, profession de greffier à la justice de Lomé, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 ares situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom d'Abovéy et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété de la collectivité Abugueh Hula.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.902, déposée le 9 février 1978 M. Mathé Messan profession d'avocat défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, 16 rue du chemin de fer majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 a 82 ca situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom d'Abovey et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Abugueh Hula, à l'est par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.903, déposée le 13 février 1978 M. Gumedzoe Koku Anani, profession de cordonnier, demeurant et domicilié à Lomé-Nyékouakpoè, 120 rue Blagodee majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 48 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Agbédèkpe Dossou, au sud par une rue en projet et à l'est par la collectivité Tozo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.904, déposée le 13 février 1978 M. Tomety Ecoué (Stanislas), profession d'attaché d'administration, demeurant et domicilié à Lomé, 50 rue d'Aného, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 19 ca situé à Tokoin St. Joseph, commune de Lomé et borné au nord par les héritiers Alodivlo Aziaba, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées et à l'est par les héritiers Adjo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.905, déposée le 13 février 1978 M. Apeviéou Agbedevi, profession de topographe au port, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3 a 62 ca situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Aflao-Gakli et borné au nord par la propriété Teteh

Amouzou, au sud par une rue en projet de 14 mètres, à l'est par une rue en projet de 11 mètres et à l'ouest par la famille Anykpa Kassekpor.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.906, déposée le 15 février 1978 M. Beguedou Matchatom Blezzi, profession d'inspecteur des douanes, demeurant à Aného Sanvee-Kondji et domicilié à Lomé, (direction des douanes), majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en une parcelle de terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 16 ha 34 a 03 ca situé à Assahoun circonscription administrative de Tsévié connu sous le nom de Atigblé et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité Tsobé Tsité.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.907, déposée le 15 février 1978 M. Akitani Akakpovi, profession d'ingénieur des mines, demeurant et domicilié à Kpémé (CTMB) majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 23 a 80 ca situé à Dayes-Apéyéme, circonscription administrative de Kloto et borné au nord par la propriété de l'OPAT, au sud et à l'ouest par la propriété du sieur Amouzougan Jean et à l'est par les propriétés des sieurs d'Almeida Julien et Amouzougan Jean.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.908, déposée le 15 février 1978 M. Akitani Akakpovi, profession d'ingénieur des mines, demeurant et domicilié à Kpémé CTMB, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 12 a 82 ca situé à Gbodjomé circonscription administrative d'Aného connu sous le nom de Togokome Wasséda et borné au nord par la propriété du sieur Akuété Odomé au sud par Kouléfionou Agbèhénou Mlapa, à l'est par Alodjigbé Odomé Agbéménou Woglo et à l'ouest par Togbonou Odomé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.909, déposée le 16 février 1978 M. Benjamin Anani Gbedey, profession de commis des postes et télécommunications demeurant et domicilié à Lomé, 27 rue Georges Mensah majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise mandataire de M. Robert Achille Kouakou Kpanou Gbedey secrétaire d'administration en retraite à Lomé, 2 rue Jean Jaurès demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 4 ha 01 a 88 ca situé à Agouévé circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Atsanve Dzogbe et borné au nord par la propriété Kpely, au sud par les propriétés Kondo Améganvi, Viza Wona et Kpotima Dewoui à l'est par la propriété Homenyo Kémé et à l'ouest par la propriété Takou Gossia.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.910, déposée le 16 février 1978 M. Kokodoko Atsou, profession d'employé de bureau demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise co-proprétaire avec 2) M. Kokodoko Kokou 3) Kokodoko Atsoupi 4) Kokodoko Ablavi demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 a 21 ca situé à Lomé, commune de Lomé, connu sous le nom de Doulassamé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la propriété Eklou Adjalle Dadzie, au sud par un passage.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.911, déposée le 17 février 1978 M. Sama Koffi, profession de Docteur Vétérinaire demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, (s/c de M. Lawson Laté Dovi, géomètre à Lomé, 26 Rue Aniko Palako) demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 18 ares 85 ca situé à Hihéatro, circonscription administrative d'Amlamé et borné au nord, au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par la rue du camp.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.912, déposée le 17 février 1978 Mlle Abbey Abele (Josephine), profession de secrétaire à la régie nationale des eaux du Togo, demeurant à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits

civils, de nationalité togolaise, (s/ de Me Amavi Ayité-Hillah notaire à Lomé 11 rue du chemin de fer) demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 25 ca situé à Tokoin, commune de Lomé et borné au nord par le lot n° 13, au sud par le lot n° 17, à l'est par le lot n° 16 et à l'ouest par une rue de 12 mètres.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.913, déposée le 20 février 1978, Mme Ohin Ahlonkoba, épouse Batascome, profession d'agent de Promotion sociale, demeurant et domiciliée à Agou-Care, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, (s/c de M. Beguedou Matchatom Blezzi, Direction des Douanes à Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 9 a 65 ca situé à Lama-Kara, circ. adm. de Lama-Kara connu sous le nom de Campement et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'ouest par la collectivité Babanam et à l'est par la propriété Amah (Séraphin).

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.914, déposée le 21 février 1978, M. Kokou Kossi (Paul), profession de directeur de la Banque Commerciale du Ghana, demeurant et domicilié à Lomé, 18 rue de la Radio, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 92 a 73 ca situé à Sanguéra, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Assiko et borné au nord par les propriétés Kpodonou Kpotima et Akossou Blidja, au sud par M. Ténou Ayité, à l'est par M. Kligué Kpogo et à l'ouest par les propriétés Kpodonou Kpotima et Ténou Ayité.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.915, déposée le 21 février 1978, M. Amouzou Kokou, profession de professeur-technique, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Wuiti, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une conte-

nance totale de 3 a 98 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par un passage, au sud et à l'est par la propriété Edoh Zilévou Zogbla Dokla et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.916, déposée le 21 février 1978, M. Amouzou Kokou, profession de professeur-technique, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin Wuiti, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de M. Ata K. Kuakuvi, 2, rue St Raphaël-Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3 a 96 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par le titre foncier n° 7.792 R.T., au sud par la propriété Sodoga Ameden Zogbla, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le titre foncier n° 8.600 R.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.917, déposée le 21 février 1978, M. Anene Kodjo Togbi, profession de menuisier à la Sotoma, demeurant et domicilié à Lomé-Akodessewa-Kpota, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 77 ca situé à Bè, commune de Lomé, connu sous le nom d'Akodessewa-Kpota et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'ouest par la propriété Zogli et à l'est par la propriété Anéné Amouzou Adomeko.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.918, déposée le 27 février 1978, M. Lawson Latévi, profession de procureur général, magistrat, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 87 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par la collectivité Noudjo, au sud et à l'est par des rues non dénommées et à l'ouest par la propriété de M. Lawson Latévi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.919, déposée le 27 février 1978, M. Matthia Anani, profession de pharmacien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 42 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'est par la collectivité Vioito Boto, au sud par la propriété Matthia Anani et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.920, déposée le 27 février 1978, M. Gnansa Blezza, profession d'inspecteur du trésor, demeurant et domicilié à Tsévié (C.N.C.A.), majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 39 a 52 ca situé à Anié, circ. adm. d'Atakpamé et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité Boulali.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

Tètè Wilson Bahun

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 1068 T. T. appartenant à Mme C. Capulano, revendeuse à Lomé.

(Pour première insertion)

Il est donné Avis de Perte du Titre Foncier n° 1393 T.T. Vol VIII F° 63, appartenant au feu KALIFE.

(Pour première insertion)

Le public est informé de la perte du Titre Foncier n° 1093 Vol VI F° 167, appartenant au feu Anaté MITCHIHUN-ABBEY au Quartier Flamani à Aneho.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 6.681 de la République Togolaise appartenant au feu Lambony Bomboma (Barthélémy) et à Madame LAMBONY, née LEPAGE Claudine.

(Pour première insertion)

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...